

ment d'accord avec eux sur ce qu'exige de nous une assistance mutuelle, et tenons-nous en là. Donnons l'exemple d'une petite nation pacifique, hostile à toute forme de militarisme parce qu'elle est hostile à la guerre. Sachons toutefois que la guerre est possible: ayons une armée qui soit de qualité, et réduite au minimum. Que son rôle immédiat soit surtout celui d'une force disponible pour l'occupation de l'Allemagne.»

Telle est la conception de Victor Larock.

Ajoutons, pour être complet, que Larock prévoit en marge de cette armée « un service national, comptant non seulement une initiation technique aux moyens de la guerre moderne, mais des périodes de travail en commun, des prestations sociales et une instruction civique indiquant à chacun les devoirs que lui impose sa condition d'homme libre. »

A cela que répond Coenen?

« Cette armée de qualité « réduite au minimum » préconisée par Larock sera, qu'on le veuille ou non, une armée de métier et une armée de coup d'état. »

En outre — et c'est ici la raison essentielle de l'opposition des communistes staliniens — « elle aura pour conséquence de mettre la Belgique entièrement à la merci de ses alliés occidentaux; le rôle de cette armée devant consister essentiellement à protéger leurs bases de communication et de départ sur notre sol dans l'éventualité d'une nouvelle guerre. »

Coenen, nie, par ailleurs, que l'évolution de la technique de la guerre rende vaine et illusoire toute possibilité d'action indépendante et efficace des petits pays.

« Assurons tout d'abord nos propres bases de défense et de contre-attaque chez nous, dit Coenen en manière de conclusion. Cela n'implique-t-il pas des armées motorisées fournies en tanks, canons, fantassins, en avions? Une armée de métier ne peut convenir pour pareille politique militaire. Et, répétons-le, une armée de métier ne donne aucune garantie à la démocratie. »

L'Origine des deux Thèses

Il n'est pas difficile de découvrir la genèse de cette opposition entre les deux partis ouvriers.

La conception socialiste — Larock aura beau s'en défendre — procède directement de la politique du bloc occidental dont Léon Blum s'est fait ouvertement le protagoniste, et qui vient de recevoir, à l'occasion de la visite du Général de Gaulle à Bruxelles, une sorte de consécration officielle en Belgique. Il est évident que, dans le cadre d'une telle politique le rôle de la Belgique, comme celui de la France et de la Hollande, se réduit à celui d'une tête de pont, d'une base de départ pour les armées anglo-américaines.

Les considérations pacifistes et « anti-militaristes » dont Larock enrobe sa pilule ne tromperont personne.

Certes, même dans le cadre d'une telle politique, il y aurait place pour une puissante armée belge qui ne générerait nullement nos puissants alliés, au contraire.

Mais qui payerait cette armée?

Même actuellement sans le fardeau d'une puissante armée à équiper et à entretenir, l'état belge est en train de s'endetter à une allure qui ne peut pas ne pas inquiéter nos

dirigeants. Il est clair que la bourgeoisie belge ruinée et réduite de plus en plus à la portion congrue sur le marché mondial, n'est plus en état de subvenir aux formidables dépenses qu'implique l'entretien d'une grande armée moderne.

Le P.S.B. agit en l'occurrence en gérant consciencieux des affaires de la bourgeoisie belge, en parti gouvernemental par excellence. Et il est probable que la conception développée par Larock n'est que l'écho de l'opinion qui prévaut dans les cercles dirigeants bourgeois.

La bourgeoisie belge ne voit aucun intérêt à l'heure actuelle à entretenir une grande armée.

Elle n'y voit même pas l'appât de bénéfices immédiats sous forme de fournitures de matériel, car le matériel lourd devrait être importé. Une petite armée « de qualité » qui lui permettra de tenir sa place « dignement » dans l'occupation de l'Allemagne, qui puisse éventuellement renforcer la gendarmerie pour assurer le maintien « de l'ordre » à l'intérieur, qui assure de grasses sinécures à messieurs les généraux et les officiers, cela lui suffit pour l'instant.

De leur côté, les communistes staliniens sont moins soucieux que les socialistes des deniers de l'état.

Représentants de la bureaucratie soviétique, ce sont les intérêts de celle-ci qu'ils défendent par dessus tout. Or, il est manifeste que la bureaucratie soviétique ne peut continuer avec quelques chances de succès son jeu de bascule entre les différentes puissances impérialistes qu'à condition que celles-ci respient capables d'une politique indépendante.

L'écrasement de l'Allemagne, du Japon, de l'Italie, de la France, et la prépondérance énorme de l'impérialisme américain qui en est résultée, ont réduit considérablement pour elle les possibilités de manœuvre et de louvoiement. C'est pour remédier à cette situation dangereuse qui sape la base de toute la politique extérieure de Staline, que le Parti Communiste belge se fait le champion le plus ardent de la thèse de la reconstruction d'une puissante armée belge.

Nous pourrions nous amuser à comparer l'attitude du parti communiste belge avec son anti-militarisme et son internationalisme d'antan.

Mais cette comparaison ne nous apprendrait pas grand'chose.

L'évolution du Parti Communiste, dans la question de l'armée, est inséparable de son évolution générale, de son ralliement à la démocratie bourgeoise comme forme suprême de la démocratie, à la monarchie comme forme idéale de l'état, à la collaboration de classe, à la patrie, etc... Il faut remarquer cependant, que, dans la question militaire, la logique interne de la politique du « socialisme en un seul pays » a amené les communistes à occuper une position dont l'absurdité et le ridicule sautent aux yeux. Pendant des dizaines d'années, ils ont été les plus ardents à dénoncer les lourdes charges que l'entretien d'une grande armée faisait peser sur les épaules des classes laborieuses, l'aggravation des impôts qui en résultait, la prolongation du service militaire, etc...

Aujourd'hui que la bourgeoisie semble incliner vers la réduction de toutes ces charges, le Parti Communiste s'y oppose et devient subitement plus catholique que le Pape.

Défense de la Paix et de la Démocratie

Il serait surprenant que, dans une telle polémique, les deux adversaires ne se réclament pas à l'envi de la Paix et de la Démocratie.

Qui n'est pas pour la Paix et la Démocratie aujourd'hui?

La Paix, selon Larock, ne peut résulter que du désarmement. Donnons donc l'exemple « d'une petite nation pacifique ».

Pour Coenen, la Paix ne peut reposer que sur la sécurité collective. Aussi longtemps que celle-ci n'est pas assise sur des bases solides, nous devons être forts. Nous devons être en état « de défendre l'indépendance de la Belgique contre n'importe quelle puissance impérialiste qui tenterait de lui imposer sa domination. Il faut que l'agresseur sache que l'agression ne paie pas. »

Tout cela est tellement pitoyable, tellement vide de sens, qu'il n'y a même pas lieu de s'y arrêter. Si ces balivernes pouvaient encore tromper quelqu'un après 1918, qui croira aujourd'hui, après l'échec de San-Francisco et de la récente conférence de Londres, après la volonté maintes fois réaffirmée par les représentants de l'impérialisme américain de rester armé, de garder jalousement le secret de la bombe atomique, de garder sur tous les continents des bases aériennes: qui peut encore croire à la sécurité collective et au désarmement?

Quant à la démocratie, l'expérience prouve qu'elle n'a aucun secours à attendre d'une armée encadrée, à la manière de toutes les armées bourgeoises et même de l'Armée Rouge d'aujourd'hui.

Certes, Coenen a raison contre Larock quand il dénonce le danger que représente pour la démocratie l'armée de métier, l'armée de mercenaires, de l'armée de coup d'état. Et c'est pourquoi, les partis socialistes avaient inscrit à leur programme et ont toujours à leur programme la revendication de la nation armée.

Mais l'expérience a prouvé également que la nation armée telle qu'elle a été réalisée jusqu'à présent, sauf en Russie, pendant les premières années de la révolution, n'était pas un danger beaucoup moins grand pour la démocratie, aussi longtemps que ses cadres restaient composés d'officiers et de généraux privilégiés. Liés par mille liens à la bourgeoisie et complètement soustraits au contrôle de la masse des soldats. N'est ce pas l'armée de la IIIe République qui a couvé les Weygand, les Pétain, les Darlan, les Giraud?

N'était-ce pas un fait notoire que tous les cadres supérieurs de l'armée française étaient acquis à l'Action Française de Charles Maurras, ou à la Cagoule?

Et même aujourd'hui, malgré l'épuration, malgré l'intégration des FFI, l'armée française n'est-elle pas restée une force réactionnaire, commandée par des messieurs à part, par des De Latre de Tassigny, par des de Hauteclouque?

L'Armée du Peuple

Les marxistes n'ont rien de commun avec l'anti-militarisme et le pacifisme abstraits. Ils rejettent toute forme de militarisme qui contribue à perpétuer le régime capitaliste, l'oppression des peuples coloniaux et des peuples vaincus ou trop faibles, la course aux armements et la guerre impérialiste.

Mais ils n'ignorent pas que les grands problèmes qui se posent aujourd'hui à l'humanité, si elle veut s'arracher au chaos actuel,

seront, en définitive, tranchés par les armées.

Si la classe ouvrière veut intervenir dans les événements où se joue son avenir, elle doit pouvoir opposer son armée à celle de la bourgeoisie.

La Révolution russe a montré pour la première fois dans l'histoire comment la classe ouvrière pouvait, même avec des ressources très réduites, construire une armée capable de tenir en échec les armées impérialistes les mieux équipées.

Dans « La Révolution Trahie », Trotsky définit aussi l'idéal militaire vers lequel tendait le premier gouvernement soviétique: « L'objectif était de créer une armée autant que possible sans casernes, c'est-à-dire placée dans des conditions voisines de la classe ouvrière au travail. Les diverses unités devaient finalement correspondre aux usines, aux mines, aux bourgs, aux communes agricoles et à d'autres organisations organiques pourvues d'un commandement local et de réserves locales d'armement et de ravitaillement. La cohésion régionale scolaire industrielle et sportive de la jeunesse devait remplacer avec avantage l'esprit militaire inculqué par la caserne et implanter une discipline consciente sans recourir à un corps de métier dominant l'armée. »

Cependant une telle armée supposait un développement extrêmement avancé de l'économie, des voies de communication nombreuses, des autoroutes, etc... Tout cela n'existait pas en Russie, et c'est pourquoi le gouvernement soviétique dut se replier sur une formule de compromis sur une armée mixte. Il est difficile de savoir où l'on en est aujourd'hui en Russie sur ce point. Ce qui est certain c'est qu'aux heures les plus sombres de l'hiver 41, lorsque la Wehrmacht était aux portes de Moscou, ce sont les milices levées à la hâte dans les usines qui ont sauvé la situation.

Il est évident que la création d'une véritable armée de milices débarrassée de la caste des généraux et officiers de métier, soustraite à l'atmosphère et à la discipline abrutissantes de la caserne, suppose outre le développement le plus avancé de la technique et de la culture la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Cependant, même dans les cadres du régime actuel, la classe ouvrière doit s'efforcer de jeter les bases de cette armée de demain. Repoussant aussi bien l'armée de mercenaires prônée par les réformistes, que l'armée de masse encadrée par la caste traditionnelle des généraux et des officiers réactionnaires, que réclament les communistes, ils réclameront dès maintenant:

L'instruction militaire et l'armement des ouvriers sous le contrôle des syndicats et des comités d'usine;

La mise à la disposition des travailleurs, aux frais de l'état, de toutes les armes nécessaires à cette instruction;

La création d'écoles militaires pour la formation d'officiers venus de la classe ouvrière et choisie par les organisations ouvrières.

Tels sont les premiers jalons que la classe ouvrière peut poser dès aujourd'hui dans la voie de la substitution d'une armée de milices aux armées permanentes de la bourgeoisie.

C'est seulement dans cette voie qu'elle pourra œuvrer utilement à l'établissement d'une paix durable et d'une démocratie réelle.

M. ROBERT.